

**Politique étrangère - Syrie - Irak -
Lutte contre le terrorisme - Arabie
saoudite - Émirats arabes unis -
Liban - Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères, avec
«Europe 1»**

(Paris, 10 novembre 2017)

Q - Bonjour Jean-Yves Le Drian.

R - Bonjour

Q - L'Arabie Saoudite qui fait sa purge et sa révolution, et qu'Emmanuel Macron vient visiter par surprise, l'Iran qu'il faut empêcher de devenir une nouvelle Corée du Nord, a dit le président français, l'actualité est dans le Golfe, on va y venir, mais le calendrier nous ramène en Syrie, 3 jours avant le 13 novembre, 2 ans après des attentats sans doute conçus, préparés, depuis Raqqa. L'État islamique est vaincu, Jean-Yves Le Drian, Daech c'est fini ?

R - Daech est en grosse difficulté, Daech n'est pas encore vaincu, mais les événements récents nous montrent que l'emprise territoriale de Daech diminue fortement et la victoire de Raqqa est un élément très important, parce que, vous l'avez rappelé, c'est de Raqqa qu'ont été fomentés, initiés les attentats qui ont frappé la France. Raqqa est désormais aux mains des forces démocratiques syriennes, avec le soutien de la coalition, dont la France, Daech est donc sur le «reculoir», mais ce n'est pas fini. Les combattants se regroupent aux frontières entre la Syrie et l'Irak, et, par ailleurs, il y a une dissémination qui nous amène à de nouveaux risques d'attentats, qui sont plus asymétriques, qui sont plus classiques, mais il faut garder une très grande vigilance face à l'émiettement. Ce qui est fini c'est l'emprise territoriale, qui s'achève, et il faut maintenant...

Q - Même si des opérations militaires vont continuer encore ?

R - Il faut encore poursuivre les opérations militaires, parce qu'elles ne sont pas achevées, ni en Syrie, ni en Irak, mais il faut maintenant commencer à penser à l'après-Daech, même s'il faut encore attendre quelques semaines pour en finir avec cette entreprise de barbarie qui a été initiée par al-Baghdadi.

Q - C'est-à-dire gagner la paix, éviter le démembrement de la Syrie, trouver une solution politique, avec ou sans Bachar ?

R - Gagner la paix, en Irak d'abord, où il y a, là, des autorités politiques qui doivent faire en sorte que la reconstruction de l'Irak s'établisse dans le respect des communautés constitutives de l'Irak. Et puis de gagner la paix en Syrie, éviter la dislocation et engager, dès à présent, un vrai processus politique, qui signifie à la fois un scénario de transition, mais aussi la préparation d'une nouvelle constitution, la préparation des élections, et que, ensuite, la Syrie, dans le respect des communautés qui la constituent, puisse retrouver un chemin pour le redressement et la reconstruction. Mais là nous n'y sommes pas, la France, le président de la République en particulier, multiplie les initiatives pour faire en sorte qu'il y ait la mise en oeuvre d'une solution politique qui, pour l'instant, n'est pas au rendez-vous.

Q - Des élections libres, évidemment, et la transition sans Bachar al-Assad.

R - La transition en fonction de ce que décideront les Syriens.

Il faut un double pragmatisme dans cette affaire. Le premier pragmatisme c'est de dire on ne va pas faire du départ de Bachar al-Assad un préalable à l'engagement d'un processus politique, l'autre partie du pragmatisme c'est qu'il est quand même peu vraisemblable que Bachar al-Assad puisse être la solution de paix du futur, quand on sait qu'il y a 12 millions de Syriens, soit réfugiés, soit déplacés, en raison des exactions commises par le régime.

Q - Un double pragmatisme, dites-vous. Que faire de ceux qu'on appelle «les revenants», Jean-Yves Le Drian, comment gérer le retour des familles de Daech, des Français, avec des femmes et des enfants détenus en Irak et en Syrie ? Combien sont-ils d'abord ? Des centaines ?

R - Des centaines. Les choses sont très simples. D'abord, ceux qui ont combattu, ou qui sont présents dans la zone, que ce soit à Raqqa, à Mossoul ou ailleurs, ne sont pas allés là-bas par hasard, faire du tourisme, ils savaient vraiment ce pourquoi ils se rendaient sur place, c'est-à-dire pour combattre avec Daech. Donc ce sont des ennemis, ils ont combattu la France, ils ont contribué à faire en sorte qu'il y ait des attentats dans ce pays, mais aussi dans d'autres pays, et puis ils sont maintenant des combattants, pour certains d'entre eux, utilisant leurs dernières cartouches, puisque Daech les met systématiquement en avant, mais ils combattent. Donc, s'il y a des prisonniers, en Irak, les choses sont simples, c'est aux autorités judiciaires irakiennes de traiter la situation des hommes et des femmes combattantes.

Q - Avec le risque d'application de la peine de mort puisqu'elle est en vigueur en Irak.

R - Oui, mais ils bénéficieront de la protection consulaire française, comme c'est normal, et cette protection consulaire permettra de dire les choses très clairement aux autorités judiciaires.

Q - Donc ils ne risquent pas la peine de mort en Irak ?

R - Il faut d'abord qu'ils soient jugés. Ensuite, concernant les enfants, concernant les mineurs,

nous souhaitons que leur retour en France puisse être géré au cas par cas. Et à ce moment-là, lorsqu'ils reviennent en France, ces enfants seront mis sous la responsabilité du juge des enfants qui, à ce moment-là, exercera ses choix et ses décisions. Ça c'est vrai pour l'Irak. La difficulté c'est la Syrie, parce qu'en Syrie il n'y a pas, aujourd'hui, d'autorité, de gouvernance avérée, et on sait qu'il y a un certain nombre de combattants français qui peuvent être prisonniers ou qui continuent à combattre du côté de Daech, avec là aussi des enfants, et comme il n'y a pas d'autorité identifiée pour l'instant, à chaque cas identifié nous saisissons le Comité international de la Croix rouge, pour qu'elle gère ces cas.

Q - Donc le cas par cas, dont parlait le président français, cela porte pour les enfants ?

R - Pour les enfants.

Q - Emmanuel Macron qui était donc là où on ne l'attendait pas, hier, à Ryad, 2 heures d'entretien avec le prince héritier Mohamed ben Salman au lendemain d'une purge sans précédent, plus de 200 personnes arrêtées. Vous savez pourquoi, Jean-Yves Le Drian, complot politique ou corruption, en Arabie Saoudite ?

R - Ce n'est pas dans nos habitudes de faire de l'ingérence dans la gestion d'un pays, ce que je constate simplement c'est que Mohamed ben Salman, le prince héritier saoudien, a souhaité, hier, lui-même rencontrer le président Macron, qui s'est rendu, à son invitation, à Riyad. Je sais que plusieurs dossiers très chauds ont été évoqués avec le prince héritier, je pense en particulier à la situation au Liban, je pense aussi à la situation au Yémen, ces sujets ont fait l'objet d'entretiens fructueux, je crois, entre le président Macron et le prince héritier.

Nous sommes soucieux de la situation au Liban, parce que ce pays est un pays ami de la France, depuis très longtemps, ce pays a connu une période d'instabilité, puisque pendant 2 ans il n'y a pas eu d'autorité légitime, ni de président de la République, ni de gouvernement. Ce pays s'orientait vers une solution nouvelle, avec une nouvelle constitution, des élections à venir, et puis le départ du Premier ministre Hariri rouvre une période d'incertitudes. Nous souhaitons vraiment que l'unité, l'intégrité du Liban, soit préservée et que les responsables politiques libanais puissent appliquer la constitution et faire en sorte qu'il y ait rapidement un gouvernement et des institutions qui représentent l'ensemble des communautés présentes au Liban.

Q - Que savez-vous de la situation du Premier ministre libanais Saad Hariri, Jean-Yves Le Drian ?

R - On n'a pas d'informations particulières, il a démissionné de sa responsabilité...

Q - Il est libre de ses mouvements et de sa parole à Riyad ?

R - À notre connaissance oui.

Q - Il n'est pas gardé à vue par les Saoudiens ?

R - À notre connaissance oui.

Q - Est-ce que sa vie était menacée, comme il l'a dit pour motiver sa démission ?

R - Je crois qu'il faudrait plutôt l'interroger sur ce sujet...

Q - Oui, mais vous avez des informations depuis le Liban, j'imagine.

R - Nous constatons simplement qu'il a démissionné, il s'est rendu d'ailleurs à Abou Dabi la veille du passage du président Macron, donc on pense qu'il est libre de ses mouvements, et il importe que lui-même fasse ses choix. Le sujet qui nous préoccupe c'est la stabilité du Liban et le fait qu'il y ait vraiment une solution politique qui se mette en oeuvre rapidement.

Q - Donc, premier message aux Saoudiens. Deuxième message, le Yémen qui est un point de conflit très important avec l'Iran.

R - Sur le Yémen il y a d'abord un problème humanitaire, cette crise au Yémen est difficile, provoque une vraie catastrophe humanitaire et le président Macron a souhaité, auprès du prince héritier, faire en sorte que l'aide humanitaire puisse intervenir ; la France, d'ailleurs, intervient particulièrement fortement dans l'aide humanitaire ; et que le blocus humanitaire n'était pas une solution. Je crois que cela a été compris et enregistré par le prince héritier.

Au-delà de cela, il y a la stabilité globale de la région, et la tentation hégémonique de l'Iran de faire en sorte que, directement, ou indirectement, par des milices, ou par des groupes, il puisse avoir, sur l'ensemble de la région, une position très dominante, et donc cette question-là nous préoccupe beaucoup. Et il faut - c'est un sujet qui a été évoqué à la fois par le prince héritier d'Arabie saoudite, mais aussi par le prince héritier des Émirats arabes unis - faire en sorte que l'Iran limite ses velléités et reste respectueux de l'intégrité des pays de l'ensemble de la zone.

Q - La France peut tenter de jouer les médiateurs entre les Iraniens et les Saoudiens ? Vous devez vous rendre en Iran dans les prochaines Jean-Yves Le Drian, c'est toujours prévu ?

R - Il y a trois sujets avec l'Iran. Le premier c'est la question nucléaire, et sur ce sujet nous avons une position très ferme, il faut garder les accords de Vienne, il faut faire en sorte...

Q - Accords que le président Trump remet en cause aujourd'hui.

R - Oui, il faut faire en sorte que ces accords soient respectés, parce que c'est la seule solution pour éviter la prolifération nucléaire et pour éviter l'accession de l'Iran à l'arme nucléaire. Donc, c'est un point de vue tout à fait déterminé que nous développons à la fois avec nos alliés saoudiens, mais aussi avec nos alliés américains.

Q - Si cet accord est dénoncé, que pourrait-il se passer Jean-Yves Le Drian ?

R - Si cet accord était dénoncé, le risque c'est que la course aux armements nucléaires ne reprenne et le fait que l'Iran puisse retrouver - trouver - une capacité nucléaire qui serait dangereuse pour l'ensemble de la région.

Q - Rien n'empêcherait Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

R - Absolument, et donc cet accord est aussi une protection, c'est une protection pour éviter que l'Iran accède à l'arme nucléaire, avec tous les risques que cela représente. Le deuxième sujet, avec l'Iran, c'est sa capacité balistique, le fait qu'il développe aujourd'hui des moyens d'intervention de très longue allonge qui menace en conséquence les pays de la région, et donc nous voulons faire en sorte que l'Iran limite cette offensive-là. Et puis le troisième sujet c'est son hégémonie volontariste sur l'ensemble de la zone, il faut que l'Iran respecte l'intégrité des territoires et des pays de la zone, et revienne à son propre développement.

Q - Vous irez en Iran à la fin du moins Jean-Yves Le Drian ?

R - Il est possible que j'aille en Iran assez vite.

Q - Et le président Macron l'an prochain ?

R - C'est une hypothèse. Pour l'instant je vais me rendre en Arabie saoudite la semaine prochaine, pour poursuivre les entretiens qu'a eus le président Macron hier soir avec son homologue prince héritier, et nous poursuivrons dans l'état d'esprit que je vous ai indiqué.

Q - Vous, vous étiez auprès du maréchal Sissi en Égypte, à Charm el-Cheikh, le président égyptien, il est inquiet de la situation dans la région ?

R - Oui, et surtout inquiet de la montée des périls, de la montée des tensions partout, et singulièrement d'ailleurs la situation libanaise - parce que j'ai évoqué cette question avec lui - qui pour nous est le sujet le plus préoccupant du moment. Je vous le redis, il s'agit de faire en sorte que l'intégrité du Liban soit respectée et que la solution politique permette le respect de l'ensemble des communautés présentes au Liban, en sachant qu'au Liban il y a, par ailleurs, en plus, 1,5 million de réfugiés, ce qui rend la situation très difficile.

Q - Vous êtes heureux au ministère de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian ?

R - Je prends un grand plaisir, je sers mon pays, je sers un président qui permet à la France de tenir son rang dans le monde, qui est respecté partout, et pour moi c'est vraiment une grande chance d'être à ce poste./.